

## **« Le PIB tricolore est inférieur de 7,5% à celui qui aurait été réalisé s'il n'y avait pas eu de crise en France »**

Au fil des mois, on commence à cerner avec précision l'impact réel de la crise qui a frappé la France et la plupart des économies industrialisées. Déjà, en 2010, la Direction générale du Trésor estimait à 200.000 le nombre d'emplois détruits dans l'industrie au cours de la seule année 2009.

Aujourd'hui, l'Insee détaille les effets macroéconomiques de la crise. Premier enseignement, seul le secteur agroalimentaire a effacé la crise, le niveau de production observé aujourd'hui dépassant celui atteint au quatrième trimestre 2007. En revanche, la production manufacturière, la construction et les services marchands sont encore bien loin des niveaux observés entre octobre et décembre 2007. « *Résultat, le PIB tricolore est inférieur de 7,5% à celui qui aurait été réalisé s'il n'y avait pas eu de crise en France* », explique Ronan Mahieu, le chef du département des comptes nationaux à l'Insee.

Pour expliquer cet écart, l'Institut avance la timidité de la reprise observée à partir de 2010, reprise uniquement stimulée par l'investissement et la reconstitution des stocks. En 2010, le PIB a progressé de 1,4% puis de 1,7% en 2011. A titre de comparaison, il avait reculé de 2,2% en 2009.

Malheureusement, il faudra encore plusieurs semestres avant que l'économie française ait totalement pansé ses plaies, et ce pour plusieurs raisons.

D'une part, la consommation des ménages est en berne, marquée par la décélération de leur pouvoir d'achat et par la volonté des Français de garnir toujours davantage leur bas de laine pour parer à un éventuel coup dur. Ainsi, selon l'Insee, le pouvoir d'achat du revenu disponible brut des ménages n'a progressé que de 0,5% en 2011 après une hausse de 0,9% en 2010. En conséquence, la consommation n'a augmenté que de 0,3% en 2011 après une hausse de 1,4% en 2010. Ces rythmes de progression se situent bien loin de ceux constatés entre 2002 et 2007. Au cours de cette période, la consommation des ménages a progressé en moyenne de 2,25% par an environ. En hausse de 0,2 point en 2011, le taux d'épargne s'élève à 16,1%.

Quant à la situation des entreprises, elle n'est guère plus réjouissante. En 2011, leur taux de marge a reculé de 1,5 point à 28,6% pour atteindre un plancher inédit depuis 25 ans. A titre de comparaison, il était encore de 31% en 2010. A titre de comparaison, le taux de marge était de 34,4% en Allemagne et de 38,3% en zone euro selon Eurostat, l'office européen de statistiques. Résultat, leur épargne a chuté de 11,5% l'année dernière, leur taux d'autofinancement s'est effondré de 14,6 point à 67,2%.

Dans ce contexte délicat, le commerce extérieur peut-il être une bouée de sauvetage de l'économie française ? Il faudrait d'abord que le commerce mondial se redresse significativement. Selon les économistes de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), le commerce mondial ne progresserait que de 3,7% en 2012, loin du 5% observé en 2011, encore plus loin du 13,8% enregistré en 2010. Il faudrait également que l'économie française cesse de perdre des parts de marché au niveau mondial. Selon l'Insee, la part de marché de la France a reculé de 6,4% à 6,2% entre 2010 et 2011 par rapport aux pays de l'OCDE.